

2 Débats



La conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider interviewée par Vincent Bourquin (à gauche) et Romain Clivaz. (BERNE, 10 JUIN 2025/CHRISTOPHE CHAMMARTIN/LE TEMPS)

Baume-Schneider au front pour défendre le français

SOUS LA COUPOLE



PODCAST

Défense du français, réformes de l'AVS et du système de santé: trois dossiers au sommet de la pile de la cheffe du Département fédéral de l'intérieur (DFI), Elisabeth Baume-Schneider. Nous avons aussi parlé de remontada et des risques inhérents aux ruptures de collégialité. C'est une ministre socialiste jurassienne combative qui a reçu «Sous la Coupole» du côté de l'Inselgasse à Berne. Extraits

VINCENT BOURQUIN ET ROMAIN CLIVAZ, BERNE

«Les enfants apprendront durant leurs cours d'histoire que le premier Jurassien à entrer au Conseil fédéral en 2022 était... une femme socialiste!» Parole de Jean-Claude Rennwald, ancien conseiller national et syndicaliste socialiste, dans son dernier ouvrage *PS jurassien, 50 ans au service de la solidarité* (Ed. de la Rue du Nord).

Entre flatterie et pression, où le cœur de cette native des Franches-Montagnes balance-t-il? «La flatterie, ça ne dure pas longtemps. Par contre, je suis extrêmement reconnaissante et motivée. On l'a vu au moment de cette campagne, qui était quand même un peu improbable au niveau du résultat... C'est surtout ça qui m'émeut dans l'identité jurassienne: tout à coup, il y a une espèce de sainte alliance. Vous avez vu Charles Juillard (Le Centre) à mes côtés, on n'est pas tout à fait du même parti, mais on travaillait tous pour possiblement glaner ces voix, les unes après les autres, et cela a fonctionné.» Une surprise qualifiée de «remontada» par Jean-Claude Rennwald.

Ces dernières semaines, c'est l'enseignement du français qui s'est invité sur la pile, déjà haute, des dossiers du DFI. Un thème qui lui tient particulièrement à cœur, elle qui fut, comme ministre jurassienne, l'une des artisanes de la création de la filière gymnasiale bilingue intercantonale en 2012.

L'enseignement du français à l'école primaire est remis en question dans plusieurs cantons alémaniques, par exemple au Grand Conseil zurichois. Le président de la Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP), le Valaisan Christophe Darbellay s'en inquiétait dans ces colonnes, tout comme le conseiller national grison Martin Candinas (Le Centre), qui a interpellé le Conseil fédéral lors de la session d'été.

N'est-ce pas bientôt le moment de sonner le tocsin fédéral Madame la conseillère fédérale? «Oui et non...» Diplomatique, celle qui va bientôt rencontrer les cantons à ce sujet rappelle qu'ils «se sont mis d'accord pour l'enseignement des langues, donc avec le *Frühfranzösisch le Frühenglisch*», soit l'enseignement des deux langues à l'école primaire, sans définir d'ordre.

Mais il y a un grand mais. «Maintenant, effectivement, certains cantons suisses alémaniques décident non seulement de passer l'anglais en premier, mais décideraient possiblement de mettre le français à l'école secondaire», ce serait «un changement de paradigme notoire... Si ces velléités devaient se concrétiser, eh bien là, cela poserait vraiment une question, et je pense que le Conseil fédéral devrait agir.»

«Ce n'est pas parce que c'est compliqué qu'il faut y renoncer!»

Elle rappelle les cantons à leurs obligations constitutionnelles et souligne que «les langues nationales, c'est aussi un peu le ferment de notre capacité à vivre ensemble, et une langue, ce n'est pas que le véhicule d'expression linguistique, c'est surtout une culture, c'est une identité.» Elle ajoute: «Ce n'est pas parce que c'est compliqué qu'il faut y renoncer!»

Nous avons aussi parlé retraite, et de la présentation des premières grandes orientations du projet AVS 2030 à la mi-mai, axé sur la stabilisation du financement en vue de la vague de baby-boomers qui partent à la retraite. Depuis la droite libérale, un reproche a fusé: le gouvernement n'ose pas réfléchir à l'augmentation de l'âge de la retraite, ce fameux âge de référence. En résumé: le Conseil fédéral ne pense qu'à remplir les caisses en vidant les poches des citoyens.

Elisabeth Baume-Schneider revendique une forme de pragmatisme au gouvernement, mais aussi au parlement: «Je crois qu'effectivement, il y a une prise en considération du fait que le peuple est très attaché à l'AVS et souhaite renoncer à des baisses de prestations. En fait, il est plutôt en train de vouloir des prestations supplémentaires. Le parlement est conscient qu'on ne peut pas juste

faire peur avec le fait de dire que ça va coûter... Et c'est ce qui a amené le Conseil fédéral à renoncer à une augmentation de l'âge de la retraite, parce qu'on veut absolument avoir une majorité pour passer cette réforme.»

L'augmentation de l'âge de la retraite «de loin pas la seule option»

Cette augmentation de l'âge de référence «n'est de loin pas la seule option», contrairement à ce que prétendent certains élus: «On n'a pas besoin d'obsessions, on doit juste avoir des convictions et des projets qui sont praticables, qui sont raisonnables... Il faut être réaliste.» Et de mentionner, des réflexions sur les années de cotisations, sur l'amélioration des incitations à travailler plus longtemps, la flexibilisation, la recherche de nouvelles sources de financement, la prise en compte de la pénibilité des métiers, etc. Cette forme de pragmatisme, cette «méthode Baume-Schneider», elle la revendique aussi dans la santé, domaine où son prédécesseur Alain Berset s'était taillé une solide réputation d'interlocuteur très idéologique se méfiant des acteurs privés.

En fin d'entretien a été abordé un dossier d'actualité: la situation au Moyen-Orient, et en particulier dans la bande de Gaza. Si elle salue les débats institutionnels au parlement et au Conseil fédéral, elle constate des différences d'appréciations entre régions linguistiques. Au fil de l'échange, il paraît évident qu'elle souhaiterait un positionnement plus affirmé du gouvernement suisse, notamment concernant la situation à Gaza, «on peut se demander où sont encore les parcelles d'humanité quand on voit ce type de réponses», allusion à la riposte israélienne après l'attaque des islamistes du Hamas en octobre 2023. «Il faut cesser la guerre, les hostilités, remettre les otages et surtout respecter les Conventions de Genève, parce qu'on ne peut pas juste se targuer d'être pays hôte et ne pas demander qu'elles soient totalement respectées.»

Elle admet des différences de style mais pas de fond entre les sept Sages: «L'appréciation est la même sur la finalité... Après, il y a des appréciations sur la manière de l'exprimer.» Ces accents restent-ils dans le cadre de la collégialité? «Tout à fait», assure laconiquement la ministre. Au vu de la différence de tonalité, on serait tenté de parler de collégialité souple... Mais ce serait ouvrir un autre débat. Bonne écoute! ■



Cet épisode de notre podcast politique «Sous la Coupole» est à écouter sur nos différents supports. Vous pouvez vous abonner sur Apple Podcasts et Spotify.

La flottille et l'indigne instrumentalisation politique

CHRONIQUE

MARIE-HÉLÈNE MIAUTON
ENTREPRENEUSE ET ESSAYISTE
MH.MIAUTON@BLUEWIN.CH

Que l'on soit ou non fervent de la cause palestinienne, l'affaire du Madleen laisse un goût amer, tant elle illustre l'instrumentalisation politique et la promotion personnelle autour des thématiques les plus dramatiques. Durant cet épisode de télé-réalité, une poignée de militants qui surjouaient l'héroïsme et le martyr se sont ridiculisés aux yeux du monde puisque l'objectif publicitaire de leur démarche ne faisait aucun doute. Voici l'histoire.

Le 1er juin, un bateau, fort sérieux malgré son petit look Club Med, partait de Sicile pour cingler toutes voiles dehors vers le sud. Non pour promener quelques touristes inconscients de la marche du monde, mais pour «démonter le siège illégal de Gaza par Israël et établir un couloir maritime». Rien de moins que de percer le blocus israélien sur Gaza donc. Quel courageux petit navire! Bourré à craquer d'une cargaison «vitale», consistant en quelques sacs de riz et médicaments de première nécessité, il n'était que symbolique, mais toutefois utile pour mériter le nom de «flottille humanitaire». Ce voilier ne s'appelait pas «Les copains d'abord», mais il y en avait quand même sur le pont, et pas n'importe lesquels, afin de conférer à l'aventure un éclat planétaire.

Et vous, qu'en pensez-vous?

Un article ou une tribune vous font réagir? Vous voulez prendre la parole sur l'actualité, nous suggérer des sujets? Ecrivez-nous à hyperlien@letemps.ch Une sélection de vos messages (1800 signes maximum) est publiée plusieurs fois par semaine en page Carnet du jour sur notre édition papier, et à intervalles irréguliers sur notre site.

hyperlien@letemps.ch

Pour affronter hardiment le Léviathan israélien, Greta Thunberg se tenait à la proue. Cette égarée de l'écologie, donneuse de leçons comme pas deux, dont on n'entendait plus guère parler depuis quelque temps, s'est donc convertie dans l'engagement pro palestinien. Pas sûr qu'elle ait redoré son blason lors de cette aventure puisqu'elle a accepté l'injonction israélienne de quitter le territoire, en avion qui plus est, *horresco referens!* On s'interroge encore sur les liens entre le combat écologique et la cause de Gaza, mais admettons que la convergence des luttes permet à peu près tout et n'importe quoi.

A ses côtés, Rima Hassan faisait également partie de la courageuse équipée. Moins connue que la précédente, cette apatride d'origine palestinienne a bénéficié de l'asile en France, est devenue citoyenne de ce pays à 18 ans, y a fait ses études avant d'être élue au parlement européen sur la liste de La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon. Aisément reconnaissable à son sempiternel keffieh, elle est désormais incontournable de la politique française, qui s'en passerait bien. Contrairement à sa copine Greta, elle a refusé de signer son avis d'expulsion et s'est donc retrouvée derrière les barreaux pour 96 heures, histoire peut-être de tâter du sort des otages retenus par le Hamas depuis plus de 600 jours! Elle a alors annoncé urbi et orbi avoir été placée en cellule d'isolement après avoir écrit *Free Palestine* sur les murs de sa geôle. Quelle force d'âme! Finalement, elle sera renvoyée vers la France, où l'extrême gauche est en passe de la canoniser!

Pourtant, dès le début, la ficelle était tellement grosse, l'instrumentalisation tellement grossière, les propos tellement ridicules que même les plus sincères partisans de la cause palestinienne devraient en ressentir de la honte. Car ces dames ont surjoué le drame. A suivre leurs messages affolés, le bateau allait être «attaqué» plutôt qu'intercepté; elles auraient été «kidnappées» et non pas simplement amenées au port, après une sympathique distribution de sandwiches et de bouteilles d'eau; certains militants auraient été «déportés» et non pas expulsés. Quant au médecin à bord du Madleen, il affirmait à la presse avoir fort à faire pour «gérer l'anxiété» de ses passagers.

Pour rire un peu, sachez que les autorités d'Israël ont rebaptisé le bateau le «selfie yacht», ce qui en dit long sur le sérieux accordé à cette opération. Quant au Ministère des affaires étrangères israélien, une fois ces dames conduites à bon port, il a osé conclure: «*The show is over.*» Heureusement que le ridicule ne tue pas... Pendant ce temps, des militants pro-palestiniens occupaient la gare de Lausanne. Non contents de brandir des calicots et de lancer des slogans, ils ont fait du sit-in sur les rails, désorganisant le retour de week-end des voyageurs romands et semant la pagaille le lendemain matin pour la reprise du travail, au grand dam des pendulaires. On se demande en quoi tout cela sert la cause des Gazaouis, pour autant que cela soit vraiment le but de ces militants? ■